



ASIE CENTRALE, SENS ET NON-SENS D'UN CONCEPT

Bayram Balci*

Issues de l'ex URSS, les républiques d'Asie centrale -Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan et Turkménistan- étaient, au moment de leur accession à l'indépendance, des entités politiques à tous points de vue comparables. Elles étaient dirigées par les mêmes élites politiques, bureaucratiques et administratives, formées dans les plus hautes instances du pouvoir central soviétique à Moscou. Elles héritaient du même système socioéconomique les confrontant aux mêmes difficultés de sortie du système collectiviste interdépendant et d'adaptation à l'économie de marché. Toutes vivaient en circuit fermé, axées sur Moscou et sur la culture russo-soviétique.

Par ailleurs, dans les travaux d'analyse des observateurs occidentaux, il existe une tendance à faire un usage excessif de concepts régionaux comme ceux d'Asie centrale, Moyen-Orient ou Balkans. Dans le cas de l'Asie centrale, il se trouve que ce concept régional est relativement peu utilisé dans le discours et la pratique de ceux auxquels nous l'appliquons. En effet, la lecture régionale uniformisante est de moins en moins pertinente,

dans la mesure où les forces politiques s'efforcent de se libérer des liens du passé et de la proximité culturelle des voisins pour renforcer leur légitimité. Les acteurs économiques tendent à s'affranchir du système intégré russo-centré, les acteurs sociaux et culturels à se redéfinir de façon originale et singulière, si bien que le concept *Asie centrale* en tant qu'unité politico-géopolitique perd ses qualités explicatives. L'objectif de cette étude n'étant pas une analyse épistémologique du concept, nous nous contenterons d'énumérer trois de ses imperfections et inviterons à en faire un usage modéré.

Formées dans les mêmes écoles, les élites gouvernantes, devenues ouzbèkes, kazakhes, kirghizes... n'ont eu de cesse de se distinguer dans la gestion de la transition de leur pays vers un modèle non soviétique. Ainsi, le Kazakhstan et le Kirghizstan ont choisi une transition courte, qui les ont conduits plus rapidement vers une économie et une société plus ouvertes, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont opté pour une rupture plus graduelle avec l'ancien système. Par ailleurs, ne disposant pas des mêmes ressources naturelles, atouts géopolitiques et données géographiques, ces Etats n'ont pas suscité les mêmes intérêts de la part des grandes et moyennes puissances. En réponse, et face aux enjeux et rapports de force en présence, ils ont donc adopté des comportements divergents. Enfin l'esprit de rivalité, primant sur celui de coopération et d'intégration, a fait évoluer différemment ces Etats, rendant ainsi moins pertinent chaque jour le concept *d'Asie centrale*.

Pour toutes ces raisons et parce que ces pays ont emprunté des trajectoires distinctes, il devient difficile à l'heure actuelle de formuler les mêmes hypothèses et de mettre dans une même catégorie le Turkménistan et le Kirghizstan, alors qu'ils perçoivent différemment la montée en puissance de la Chine dans la région. De même, au Kazakhstan, les mentalités ont évolué beaucoup plus vite que chez leur voisin, l'Ouzbékistan, où les médias ont acquis une moindre d'autonomie.

Toutefois, même s'il a perdu une grande partie de sa pertinence et de sa valeur explicative, ce concept d'*Asie centrale* demeure et, faute de mieux, il est encore abondamment utilisé pour étudier et expliquer l'histoire récente et le fonctionnement de ces cinq républiques devenues autonomes. Finalement, sans préconiser un abandon radical de ce concept, force est de constater qu'il perd de sa pertinence. Les évolutions connaissent un rythme accéléré et d'ici une dizaine d'années on ne pourra certainement plus analyser ces pays, issus de l'expérience soviétique, comme faisant partie d'une même entité, celle-ci devenant chaque jour davantage un objet d'étude *historique*.

En ces jours de commémoration du vingtième anniversaire de l'indépendance des Etats qui le composent, le but de ce dossier est donc de voir dans quelle mesure, l'espace appelé *Asie centrale* s'est reconfiguré. Cette étude peut être menée à l'aune de plusieurs variables : le degré d'intégration dans la communauté internationale, le niveau d'intégration régionale, ou le niveau plus profond d'autonomisation et d'individuation acquis sur la scène régionale et internationale. Autrement dit, dans quelle mesure ces nouveaux Etats parviennent-ils à s'émanciper de leur ancienne puissance tutélaire pour gérer leurs rapports avec de nouveaux partenaires qui s'imposent aujourd'hui en Asie centrale : la Chine (article de Marlène Laruelle), les Etats-Unis et l'Union européenne (article de Sébastien Peyrouse).

Ce dossier part du principe que ces nouveaux Etats cherchent à se construire une personnalité et une individualité spécifiques, bien que tous n'aspirent pas au même degré de distanciation par rapport à la Russie.

COMMENT BATIR DE NOUVELLES IDENTITES QUI PERMETTENT UNE VRAIE RUPTURE AVEC LE PASSE ?

Toute analyse des politiques identitaires menées par les dirigeants centre-asiatiques à la sortie de l'Union soviétique doit au préalable tenir compte d'une réalité cruciale. Contrairement aux pays baltes, voire aux républiques caucasiennes, ce ne sont pas les élites politiques d'Asie centrale qui ont réclamé l'indépendance de leurs Républiques. Même dans une faible mesure, aucune des républiques centre-asiatiques n'a critiqué le « centre », comme ce fut le cas dans les républiques du Caucase où la dénonciation des « méfaits » de Moscou a été aussi forte à Tbilissi, qu'à Erevan ou à Bakou. En Asie centrale, à la fin des années 1980, les rares manifestations identitaires n'ont suscité aucun mouvement indépendantiste mais simplement des revendications d'ordre linguistique et culturel. Ainsi, en décembre 1986, les manifestations de rue à Almaty ne réclament pas l'indépendance du Kazakhstan mais exigent une meilleure prise en considération de la langue kazakhe dans les administrations officielles et demandent que le leader du Parti communiste soit un Kazakh ethnique et non un Européen. De même, à Tachkent, quelques semaines avant la dislocation de l'Union soviétique, les revendications politiques sont rares et concernent tout au plus la langue et l'enseignement de l'histoire dans les écoles.

De ce fait, les cinq Etats d'Asie centrale, en mal de légitimité idéologique et nationale, abandonnés du jour au lendemain à une indépendance nullement revendiquée par leurs élites, ont tout de suite mis en œuvre de grandes politiques identitaires qui les ont contraints à se choisir dans l'urgence de nouvelles figures historiques positives, de nouveaux héros et une nouvelle historiographie censée permettre au jeune Etat de mieux se projeter dans l'avenir. Comme figure de la nation, les Ouzbeks ont opté pour Amir Tmour (Tamerlan), conquérant et bâtisseur -avec ses descendants- de vastes empires, qui ont rayonné sur une région allant de l'Asie centrale jusqu'en Anatolie et en Inde. Les Kazakhs vouent un culte

particulier à Abilay Khan (1711-1781) pour son rôle historique dans l'unification des tribus kazakhes contre les envahisseurs étrangers. Les Tadjikes ont mis à l'honneur la dynastie des Samanides (819-999), de culture iranienne pour donner un ancrage historique au Tadjikistan postsoviétique et le distinguer davantage de ses voisins *türk*. En parallèle à cette politique d'ancrage dans un passé nécessairement glorieux, tous les nouveaux historiographes, savants soviétiques issus des académies des sciences et reconvertis au nationalisme ambiant, ont répondu à une commande politique qui visait ouvertement à noircir le passé russe et soviétique de leur pays forcément victime de la colonisation. A travers la dénonciation de cette colonisation, il y avait la volonté de se distancer de la Russie, de s'affirmer face à elle pour mieux gérer l'indépendance héritée plus que revendiquée. Pourtant, dès sa mise en œuvre, cette politique s'est heurtée à un fort sentiment populaire, fait de nostalgie des liens passés avec la Russie, au profit d'une indépendance source de difficultés quotidiennes pour la majeure partie des populations concernées.

La réforme des langues et des alphabets, la conception des nouveaux manuels d'histoire, mais également la gestion des ressources naturelles répondaient à ce besoin et à cette volonté irrépressibles de marquer la rupture avec le passé soviétique. Tous ces choix de gestion de l'indépendance et de la politique intérieure ont influencé la détermination des politiques étrangères et la manière dont les puissances, grandes et petites, ont ajusté leur politique en Asie centrale. Cependant, il serait incomplet et inexact de considérer que le souci de renforcer les identités nationales et la volonté des dirigeants de se maintenir au pouvoir ont été les seuls déterminants des politiques étrangères choisies par ces pays.

Il faut donc également compter avec les relations entre islam et politique (article de Bayram Balci), les questions de sécurité et de stabilité régionales, les risques de guerre civile comme au Tadjikistan de 1992 à 1997, la menace terroriste qui fut réelle en Ouzbékistan et au Kirghizstan entre 1999 et 2002. De même, la proximité du Pakistan et de l'Afghanistan

(articles de Bayram Balci et Didier Chaudet) -dont le régime taliban fut un protecteur officiel des mouvements islamistes d'Asie centrale- fait partie des facteurs à garder à l'esprit pour comprendre la manière dont les régimes se sont positionnés face aux jeux complexes de grandes et petites puissances régionales intéressées par les richesses énergétiques et leur acheminement sur les marchés internationaux.

***Bayram Balci ingénieur de recherche CNRS au CERI,
auteur de *China and India in Central Asia. A New
« Great Game »* avec Jean-François Huchet,
Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, 2010**